

# Le Quotidien Jurassien

## FÊTE DU TRAVAIL: DISCOURS MUSCLÉS À MOUTIER

DELÉMONT <b>Projet de golf: le peuple décidera</b> <small>Le Quotidien Jurassien</small>	FÊTE DU TRAVAIL <b>Discours musclés à Moutier</b> <small>Le Quotidien Jurassien</small>	JURA <b>Un prof décrypte les codes secrets</b> <small>Le Quotidien Jurassien</small>	TOUR DE ROMANDE <b>Savoldelli survole le prologue à Fribourg</b> <small>Le Quotidien Jurassien</small>
--	---	--	--

## Plaidoyer pour que la Suisse ne soit pas le deuxième Monaco européen

**Discours musclés mais polis lors de la Fête interjurassienne du travail, hier après-midi à Moutier**

*Jean-Pierre Girod*

Près de 300 personnes ont assisté hier à la Fête du travail. Le rendez-vous du 1er mai était fixé à Moutier, où les participants ont pris part au cortège avant de se réunir à la Salle des sociétés pour y entendre les allocutions de Simonetta Sommaruga, représentante socialiste bernoise au Conseil des Etats, et de Jean-Christophe Schwaab, secrétaire central à la jeunesse du syndicat Unia. Sans être agressifs, les discours furent assez musclés. L'injustice fiscale et les difficultés rencontrées par les jeunes dans le cadre de leur formation furent les deux thèmes de la journée.



*En cortège, précédés par des tambours, les militants réunis à la gare ont rejoint la Salle des sociétés en faisant un crochet par la vieille ville. Photos Roger Meier*

### **Logique fallacieuse**

En cortège, précédés par des tambours, les militants réunis à la gare ont rejoint la Salle des sociétés en faisant un crochet par la vieille ville. Drapeaux aux couleurs des syndicats, ballons rouges tenus par les enfants et ambiance plutôt décontractée ont caractérisé ce défilé, qui fut suivi par un repas.

Dans l'assistance, on remarquait la présence de Pierre-Alain Gentil, conseiller jurassien aux Etats, Jean-Claude Rennwald, conseiller national jurassien, Elisabeth Baume-Schneider, ministre du canton du Jura, alors que le Jura bernois était représenté par plusieurs députés et membres d'autorités locales. A la suite des courtes allocutions, prononcées dès 14 h, la fête s'est poursuivie en musique, grâce à Vincent Vallat, et les enfants ont bénéficié de diverses animations.

Dans son allocution, Simonetta Sommaruga, conseillère bernoise aux Etats, s'en est prise aux injustices fiscales. Pendant longtemps, a-t-elle dit, il a été clair pour chacun que tous les revenus étaient soumis à l'impôt, qu'ils proviennent du travail du contribuable ou soient le fruit d'un capital financier. Mais les temps changent. Comme il est possible aujourd'hui de placer son argent partout dans le monde, d'aucuns imaginent que les revenus sur le capital ne devraient plus être entièrement imposés. Ils avancent comme argument que si la Suisse veut être attractive, il est nécessaire de diminuer les impôts sur les capitaux, sans quoi les investisseurs retireront leur argent pour le placer dans d'autres pays. Pour ces mêmes personnes en revanche, une diminution des impôts sur les salaires n'aurait pas de sens: imagine-t-on les employés et ouvriers quitter en masse le pays?

Cette logique égoïste et fallacieuse a été adoptée lors de sa dernière session par le Conseil national, lors de la réforme sur l'imposition des entreprises. Réforme qui prévoit que celui qui gagne 100 francs grâce à ses actions ne sera imposé que sur 60 francs, alors que les travailleurs continueront de payer des impôts sur la totalité de leur salaire.

### **PS et syndicats en campagne**

En outre, certains responsables d'entreprises touchent des revenus n'ayant plus aucun rapport avec leurs prestations, comme s'ils se sentaient hors de tout système et prenaient congé de la société, tandis qu'une partie de la population peine à nouer les deux bouts. Or, relève Simonetta Sommaruga, la santé de l'économie suisse dépend de la stabilité politique, de la sécurité juridique et des partenariats sociaux. Les représentants politiques de la droite, qui entendent introduire une imposition à deux

vitesse, n'en sont donc pas sur le chemin. Pour lutter «contre ces tendances de décadence dans l'économie et dans la politique», la gauche doit s'unir et se battre, d'où le lancement, par le Parti socialiste, en collaboration avec les syndicats, d'un référendum contre la réforme de l'imposition des entreprises et d'une initiative sur la justice fiscale.

La lutte est engagée pour que «la Suisse ne devienne pas un deuxième Monaco en Europe», a conclu l'oratrice.

---

## **Le Jura cité en exemple pour son fonds de formation, soumis à votation populaire**

Secrétaire central à la jeunesse du syndicat Unia et député socialiste au Grand Conseil vaudois, Jean-Christophe Schwaab a défendu la jeunesse en termes fermes. En Suisse, malgré la haute conjoncture, plus de 20 000 jeunes sont sur une file d'attente pour trouver une place d'apprentissage et «doivent oublier ce que le mot respect veut dire». Envoyées par dizaines, leurs postulations restent le plus souvent lettre morte, tandis que les jeunes migrants sont souvent victimes d'inacceptables discriminations. C'est qu'aujourd'hui, souligne l'orateur, la formation est négligée, et le pays risque de le payer cher. «Autorités fédérales et associations patronales ne cessent en effet de nous seriner que l'offre en places d'apprentissage reflète les besoins à long terme en

personnel qualifié. Si c'était vrai, les entreprises horlogères n'auraient pas totalement négligé la formation d'apprentis et ne feraient actuellement pas face à une pénurie de main-d'œuvre qui pourrait s'avérer fatale». Cela démontre que le marché est incapable de subvenir à ses besoins en matière d'apprentissage, et que l'Etat doit intervenir.

### **Recommandation de vote**

Par bonheur, relève Jean-Christophe Schwaab, certains cantons ont compris la gravité de la situation. Le Jura, par exemple, envisage d'instaurer un fonds pour la formation professionnelle, qui vise à répartir les frais d'apprentissage sur toutes les entreprises, qu'elles forment ou non des apprentis.

L'orateur invite les électeurs à accepter cet objet lors de la prochaine votation cantonale, et rappelle que Fribourg, Genève, Neuchâtel et le Valais ont introduit ce système avec succès. Il en va de l'avenir des jeunes, de plus en plus fréquemment traités avec mépris, même lorsqu'ils trouvent une formation. La commission de l'économie et de la redevance du Conseil national n'entend-elle pas instaurer quatre dimanches de travail de plus par année sans supplément de salaire, tout en refusant de lancer une consultation sur ce projet? Le parlement fédéral n'a-t-il pas libéralisé le travail nocturne et dominical dès 18 ans, et par voix d'ordonnance, le Conseil fédéral ne se prépare-t-il pas à faire travailler de nombreux apprentis mineurs la nuit et le dimanche, même quand ce n'est pas nécessaire à leur formation? Les politiques s'engagent sur cette voie «tout simplement parce que certains patrons peu scrupuleux l'exigent», qui confondent apprentissage et main-d'œuvre bon marché.

C'est donc pour stopper ces dérives que s'engagent aujourd'hui les partis de gauche et les syndicats, qui ne tolèrent plus «ce credo néolibéral qui tente de faire croire à la population qu'il suffit de flexibiliser les conditions de travail pour créer des emplois». (gi)

| Version imprimable |